

Compte-rendu du CSE du réseau France 3 des 26 et 27 octobre 2021

Projet de régionalisation : de la théorie à la pratique, il y a un monde

La 2^e réunion de la CASAR, la commission d'anticipation, de suivi et d'ajustement de la régionalisation, a permis d'en savoir plus sur les résultats des enquêtes qualitatives auprès des publics ou sur la réflexion menée au sein de l'encadrement journalistique autour d'une évolution du JT régional.



| Compte-rendu de la CASAR

Un grand nombre de constats et de réflexions ne sont pas nouveaux. Ils resurgissent régulièrement depuis de très nombreuses années. La nouveauté réside plutôt dans l'articulation entre l'antenne linéaire et le numérique qui occuperait à l'avenir une place centrale.

La difficulté réside dans le fait qu'on n'a toujours pas d'évaluation des moyens nécessaires, ni des scénarios pour en dégager. Tant qu'on n'abordera pas cette question centrale, les discussions resteront nécessairement théoriques et répétitives.

Faute de ces éléments, la procédure de consultation des CSE (CSE Central, CSE du Réseau et CSE de Corse) a été repoussée au printemps. Le temps aussi pour l'expert du CSE d'obtenir les éléments qui lui permettront d'éclairer les élus.

A ce stade, vu l'étranglement des moyens, les directions régionales ont toutes les peines à envisager des développements.

Bref, l'ambiance est particulièrement morose, comme l'a évoqué la CGT dans sa déclaration liminaire.



| Déclaration liminaire de la CGT

Bilan financier du Réseau au 30 juin

Le réseau régional accuse un retard important au 30 juin, du fait de la crise sanitaire. Un mois d'antenne dégradée et de journaux grandes régions au printemps a permis à l'entreprise d'économiser 12 M€. Une fois encore, les régions contribuent largement à l'équilibre du compte de résultat de l'entreprise.


Alors que l'on annonce une année de tous les dangers en 2022 en termes budgétaires, Philippe Martinetti assure qu'il veillera à l'équité entre les régions (notamment pour les petites régions sous-dotées) et qu'on le verra dans les arbitrages financiers lors de la notification du budget. A suivre donc...



Compte-rendu de la commission
économique-structures

Diagnostic situation femmes / hommes 2020

Une fois de plus, le diagnostic de l'égalité professionnelle est présenté en fin d'année suivante, très loin de la période qu'il est censé couvrir. Chaque année, la direction indique qu'elle n'est pas prête à présenter ce bilan dans les temps, ce qui déconnecte l'analyse de la réalité des faits.

Ce bilan 2020 est d'autant plus déconnecté qu'un  nouvel accord avec de nouveaux objectifs de réduction des inégalités est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2021.

En 2020, la part des femmes dans le réseau régional a progressé pour atteindre 44,1%, contre 43% en 2019, mais en deçà du niveau de l'entreprise (45,7%). Malgré tout, un certain nombre d'objectifs de l'ancien accord n'ont pas été atteints. De peu pour la part des femmes PTA (46,5% contre 47% prévus). Beaucoup plus nettement pour les femmes cadres supérieurs PTA (36,4%, loin de l'objectif de 45%). Les résultats sont en revanche atteints voire dépassés pour les journalistes.

Le bilan présenté ne permet pas une analyse fine d'un certain nombre d'indicateurs, en particulier l'absentéisme. Les élus ont demandé que la présentation soit clarifiée et affinée.



Compte-rendu de la commission
de l'égalité professionnelle

Alerte à la documentation de Limoges

Les représentants de proximité de France 3 Limousin ont déclenché une alerte au service documentation de la station et ils ont saisi le CSE.

Cette alerte survient dans un service qui subit une forte surcharge de travail et où un poste est vacant. L'élément déclencheur, qui a entraîné un accident du travail, a été le refus par la direction d'accorder plus d'une journée de télétravail par semaine dans ce service en tension. Avec cette nouvelle absence, seule la moitié de l'effectif reste présente.

Si la direction locale a immédiatement traité l'alerte des RP, elle n'est malgré tout pas en mesure de rétablir à court terme le bon fonctionnement du service. Le poste vacant doit être pourvu par reconversion, donc pas avant le 2nd semestre 2022. En attendant,

la direction travaille sur des solutions provisoires mais insatisfaisantes, en proposant un CDD à des jeunes sortant d'école.

Par ailleurs, la direction n'a rien trouvé de mieux que de contester l'accident du travail en émettant des réserves. Une réaction incompréhensible, vu que les faits se sont produits suite à une réunion de service et sont clairement liés au travail. Les élus du CSE ont vivement dénoncé cette approche de la santé au travail par la direction, qui visiblement peine à reconnaître les situations de souffrance des salariés et à s'emparer de ce sujet majeur dans l'entreprise, dans le réseau régional en particulier.

3 ans après la constitution du CSE, alors que le Réseau a connu près d'une trentaine d'alertes santé, les élus CGT n'acceptent plus cette incapacité de la direction à mettre en place les actions appropriées, alors qu'elle est responsable de la santé physique et mentale des salariés.

Philippe Martinetti assure les élus qu'il « sait l'urgence », qu'il « *veut qu'on aille plus vite* ». Il propose aux membres de la CSSCT de travailler sur des solutions communes à partir de leurs propositions restées lettres mortes sous les précédentes directions. « *On va travailler, la confiance ne se décrète pas, elle se construit* », affirme-t-il.

Évolution des mesures sanitaires

Capteurs de CO2

Réclamés en CSSCT depuis déjà plusieurs mois, les capteurs de CO2 font enfin leur apparition dans le Réseau. Il s'agit de matériel français, fourni par la société Pyres.com, référencée par l'Ademe.

Rappelons que ces appareils mesurent le niveau de gaz carbonique dans l'atmosphère d'une pièce et permettent ainsi d'évaluer la concentration possible de la charge virale du Covid. Les élus saluent cette opération mais regrettent la lenteur de sa mise en place, et surtout le nombre très faible de capteurs distribués dans le Réseau, puisque la direction ne prévoit pas plus d'un appareil par antenne.

La direction justifie cette décision par le fait que les capteurs sont destinés à des pièces susceptibles d'accueillir une densité importante de salariés comme les salles de conférences de rédaction ou les régies ; l'idée est de les déplacer en fonction des besoins et d'aérer les autres locaux.

Les élus du CSE soulignent que les besoins peuvent être concomitants sur un site. Par ailleurs, la CSSCT avait demandé que les locales en soient également dotées mais ce n'est toujours pas le cas. Les élus demandent donc plus de capteurs. La direction n'exclut pas d'en rajouter. A suivre...

Pass sanitaire

A ce jour, le pass sanitaire n'est obligatoire que sur le site du Franay (Saint-Cloud) qui reçoit du public pour les enregistrements d'émissions.

L'entreprise n'impose pas la vaccination. Pour les tournages où le pass est nécessaire, le dialogue et l'anticipation sont à privilégier pour que les tournages puissent avoir lieu.

Relocalisations immobilières

Trois dossiers immobiliers ont été présentés aux élus.

A Pontarlier (Doubs), l'équipe du bureau d'information de proximité (BIP) a déménagé le 1^{er} septembre dernier dans de nouveaux locaux mieux situés et plus vastes, après avoir travaillé pendant plusieurs années dans de mauvaises conditions, dans un local provisoire à la périphérie de la ville. Dans ce dossier, les salariés et les RP ont été informés et associés.

A **Cergy (Val d'Oise)**, le projet vise à sécuriser l'activité de l'équipe de journalistes, actuellement dans un local inadapté dans un quartier où sévissent les trafics et les dégradations. Le nouveau local est vaste (128 m²), il offre des marges pour les aménagements qui se font en association avec les salariées. Le site est accessible en RER et dispose de places de parking. Le déménagement devrait se faire au printemps. Dans un second temps, les BIP de France 3 Paris Ile de France devraient migrer sur le système en vigueur au Siège (Dalet). Actuellement, ils sont équipés d'Avid NewsCutter pour le dérushage et l'envoi des images.



| Avis du CSE

A **Angers (Maine et Loire)** en revanche, où les recherches d'un nouveau lieu pouvant accueillir 4 journalistes durent depuis de longs mois, la direction a pris à bail un local dans un quartier en construction derrière la gare. Or le site retenu ne dispose pas de places de parking, ce qui a entraîné un rejet unanime des 3 membres de l'équipe (le 4^e poste n'est pas encore pourvu). Les véhicules professionnels devront stationner dans un parking souterrain plus loin dans la rue, ce qui va nécessiter des manutentions. En outre il n'y a la place que pour un seul véhicule personnel. Les élus du CSE ont demandé à la direction de proposer des solutions alternatives afin d'être en mesure de rendre un avis lors d'une prochaine réunion.

Bilan du Tour de France

Comme chaque année, la chargée de production du Tour de France, Stéphanie Müller, est venue présenter le bilan de l'opération aux élus. Ce retour a posteriori se fait alors que les élus ont été préalablement consultés au printemps, afin d'autoriser des dérogations aux durées maximales de travail, pouvant aller jusqu'à 60h par semaine.

Cette année, un certain nombre de circonstances a entraîné des dépassements significatifs la dernière semaine du Tour, avec des durées de travail atteignant parfois 66h dans la semaine.

En premier lieu, les organisateurs du Tour (la société ASO) ont multiplié les configurations compliquées avec des zones techniques déportées (plateaux éloignés des cars,

devant être reliés en fibre parfois sur plusieurs kilomètres), ce qui entraîne des temps d'installation et de démontage plus longs qu'anticipé. Sur la dernière semaine, les équipes ont dû faire face à 3 zones déportées + un cas de covid qui a obligé à réorganiser le travail entre les cars de Rennes et de Marseille (Benjamin 2 et 1).

Selon Stéphanie Müller, l'année prochaine, il faudra renforcer les équipes quand il est prévu 3 zones déportées sur une même semaine.

Des tickets restaurants à Lille

La direction a informé les élus que des tickets restaurant seront désormais attribués aux salariés de Lille, suite au départ du site de Lambersart et à la faible fréquentation de la cantine de Malakoff-Médéric, à proximité de la station du boulevard de la Liberté.

Vie du CSE

Mathieu Caillaud, journaliste au BIP de Bobigny a été désigné représentant de proximité de France 3 Paris Ile de France en remplacement de Geneviève Faure, démissionnaire.

A venir

Prochaine réunion de la CSSCT : 9 et 10 novembre

Prochaine réunion de la CASAR : 16 novembre

Prochaine réunion du CSE : 23 et 24 novembre

Le 29 octobre 2021

N'hésitez pas à solliciter vos élu·e·s CGT :

► Titulaires :

Élisabeth Braconnier (Besançon), Chantal Frémy (Toulouse), Jean-Hervé Guilcher, secrétaire du CSE (Brest), Annabelle Igier (Reims), Fabienne Labigne (Nantes), William Maunier (Metz), Pierre Mouchel (Bordeaux), Christophe Porro (Marseille), Thierry Pujo (Limoges), Sylvie Samson (Orléans).

► Suppléant·e·s :

Delphine Collin (Poitiers), Karine Cévaër (Rennes), Rabéa Chakir-Trébosc (Bordeaux), Danilo Comodi (Le Havre), Philippe Conte (Grenoble), Isabelle Debraye (Amiens), Laurent Faure (La Fabrique, Toulouse), Claire Lacroix (Marseille), Thomas Raoult (La Fabrique, Rennes), Frédéric Rinauro (Montpellier).

► Représentant syndical : Pascal Percie du Sert (La Fabrique, Lyon).



Casar

Commission d'anticipation, de suivi et
d'ajustement de la régionalisation

#2

Réunion du 19 octobre 2021

Présents : Jean-Manuel Bertrand, Rabéa Chakir-Trébosc, Hervé Colosio, Bruno Demange, Emeline Droxler, Bruno Espalieu, Jean-Hervé Guilcher (secrétaire de la CASAR), Claire Lacroix, Laurent Maas, Béatrice Mariani, Olivier Mélinand, Chloé Tempéreau.

Pour la direction : Alain Astarita (directeur délégué à la coordination et au développement des régions), Samuel Bignon (DRH du réseau France 3), Rafaèle Bourcier (Pôle conseil et accompagnement de FTV), Germain Dagognet (président de la CASAR), Marie-Laurence Ferracci (chargée de mission au Secrétariat général du réseau France 3), Michaël Friederich (directeur de l'exploitation et des moyens du réseau France 3), Fabrice Goll (directeur délégué pour le sport régional), Frédérique-Marie Lamouret (directrice du numérique régional), Philippe Martinetti (directeur du réseau France 3), Christophe Poullain (directeur adjoint de l'information régionale) et Xavier Riboulet (directeur de France 3 Nouvelle-Aquitaine, chargé d'une mission transverse sur les projets régionaux).

Fonctionnement de la CASAR

Les membres de la CASAR (représentants des salariés et direction) ont convenu de la nécessité de formaliser et systématiser la transmission des informations entre les instances de proximité et la commission.

Un point sur la régionalisation sera inscrit chaque mois à l'ordre du jour des IP, afin d'évoquer l'avancée des projets. Les comptes rendus seront transmis aux membres de la CASAR par la direction. Dans l'autre sens, les comptes rendus de la commission seront transmis aux IP sous la responsabilité du secrétaire de la CASAR.

En parallèle, lorsque des ateliers seront organisés en région, les membres de la CASAR y seront présents en qualité d'observateurs.

Les membres de la commission mettent cependant en cause la sociologie des ateliers et autres groupes de travail. La réflexion ne peut se limiter à ceux qui supervisent et coordonnent le travail des autres. Par exemple dans la réflexion sur les JT, au-delà des rédacteurs en chef et



de leurs adjoints, des référents numériques ou des chefs d'édition, il est indispensable d'associer les équipes de reportage.

Présentation de l'étude des publics

Il s'agit d'une étude qualitative, conduite sur un échantillon très réduit en avril dernier par l'institut ThinkOut, dans le but de connaître les attentes du public en matière d'offre régionale, ainsi que la perception qu'ils ont de l'identité de France 3 en région.

Selon Germain Dagognet, ces études ne sont habituellement pas présentées car elles ont un caractère stratégique et pourraient donc être utilisées par la concurrence.

Les éléments ont donc été simplement projetés en séance par Jean-Maxence Granier, de l'institut ThinkOut.

Côté méthodologie il s'agit d'un travail sur de très petits échantillons (6 groupes d'une dizaine de personnes), par le biais de groupes de parole et de questionnaires. Pour Germain Dagognet, « il ne faut pas le prendre pour argent comptant, il s'agit d'indications, d'un éclairage » permettant d'alimenter les réflexions. Cela n'a rien à voir avec un sondage sur un échantillon représentatif.

Dans les grandes lignes, sur la proximité :

- On observe une « forte requalification de la proximité ». Cela recoupe les préoccupations environnementales autour du lieu de vie. Cela vient en regard du sentiment de crise et de tension qui est plutôt assimilé au niveau global. Selon l'institut, pour les gens l'info a un caractère inquiétant quand on élargit le zoom et positif quand on recentre l'échelle. Par ailleurs, la proximité a été renforcée par l'usage du smartphone, qui a inscrit les individus dans une sphère locale immédiate (géolocalisation, etc.). Cela vient aussi en opposition au découpage administratif qui est jugé inadéquat. Ce besoin de proximité a été renforcé par la crise sanitaire.
- Il y a deux axes à la proximité : horizontale et relationnelle. France 3 est plus dans la proximité relationnelle que géographique (BFM Régions est un peu plus perçue dans une proximité relationnelle, selon l'étude). Sont perçus comme en proximité géographique, les réseaux sociaux ou des sites comme leboncoin.fr.
- Les gens veulent une information qui leur permet d'agir. Pour les personnes interrogées, l'info locale véhicule les valeurs d'utilité, de confiance, de partage, le caractère positif, plus lent, plus paisible, moins anxiogène.
- Parmi les critiques : les médias locaux dupliquent souvent l'info nationale ; la radio et la télé régionales ont du mal à véhiculer une image de modernité, l'info locale est trop éparpillée.

Concernant l'image de France 3 Régions :

- Image positive, « feel good », bienveillance. Valeurs de fiabilité, de sérieux, de confiance. Il y a de l'authenticité sans le folklorisme qui est plutôt accolé au 13h de TF1, qui véhicule une image mythifiée du terroir.
- Les critiques : image de désuétude et de passéisme, d'institutionnel, de sobriété qui confine à la froideur. Considérée comme la chaîne des seniors et de la province.



Impression d'un moindre professionnalisme dans l'offre de F3 Régions. La place des décrochages locaux est jugée insuffisante et trop polarisée sur les métropoles. Impression de survol des contenus locaux et manque d'incarnation identifiée.

- Les remarques sont très centrées sur l'info, en particulier le 19/20, programme phare qui participe à l'identité de la chaîne.
- Autres contenus évoqués, les magazines *Parigo* (F3 PIDF), *Chroniques méditerranéennes* (F3 PACA), *l'Édition des initiatives* (FTR).
- L'appartenance à FTV est considérée comme un atout, car elle valide les valeurs de sérieux et de confiance, mais le revers de la médaille est que cela engendre des attentes exigeantes.

Côté attentes, les personnes interrogées expriment le besoin d'une information pratique et utile, centrée sur la vie des personnes et leur environnement. Très forte attente autour du temps libre et des loisirs (sports, culture), du tissu économique et social (monde associatif, etc.), tout ce qui a trait à la vie en commun, au débat citoyen et économique. Le périmètre d'intérêt est le quartier, la commune ou métropole, le département, éventuellement la région quand elle a une identité. Pas au-delà.

Projet d'évolution des journaux régionaux

Christophe Poullain, l'adjoint de la directrice de l'info régionale est venu présenter l'état des réflexions sur les évolutions du JT. Ce sont ces réflexions qui doivent déboucher sur une mise en pratique à travers l'expérimentation prévue à Strasbourg.

La première vague d'ateliers s'est terminée la semaine du 18 octobre. Elle a réuni 80 personnes sur 5 semaines. Un bilan sera fait pour les vacances de la Toussaint.

5 principaux thèmes de réflexion ont été retenus : proximité, interactivité avec nos publics, convergence, nouveaux outils et nouveaux formats, construction des JT.

Proximité. La direction parle de proximité globale (géographique, sociale, générationnelle). Plusieurs constats :

- Nos JT seraient un peu figés, il s'agit de « décravater la présentation »
- Il faut simplifier en s'inspirant des codes du numérique (Brut, Kombini)
- Il y a trop d'institutionnels et d'experts sur nos antennes, il faut plus donner la parole aux gens, à travers l'immersion, les JT en extérieur, les longs formats, les interviews in situ, en réduisant le recours aux images prétextes.
- L'idée est de développer la « co-construction avec les publics ». Christophe Poullain prend l'exemple de « l'Actu des ados » (France 3 Occitanie), qui travaille avec des collégiens à travers l'éducation aux médias, en leur faisant réaliser des reportages.
- Ambition de développer le décryptage. L'écran tactile semble désormais paré de mille vertus : une utilisation qui donne de la proximité, du dynamisme, du lien avec les téléspectateurs car moins figé, la possibilité d'utiliser l'infographie, de la vidéo voire un invité en duplex.
- L'utilisation des nouveaux outils (plus petits, plus légers) qui permet, selon la direction de rentrer dans l'intimité des gens, en les intimidant moins.



Interactivité. Selon les études, le public souhaite pouvoir agir ou participer.

- Certains outils comme #onvoursrépond ont été mis en place au moment de la crise sanitaire, pour répondre aux questions des internautes, même s'ils ne sont plus très actifs depuis. L'idée est de les développer en élargissant le champ des réponses. Autres sollicitations du public à travers #vousêtesformidables.
- La direction évoque le développement de pages servicielles, par exemple pour mettre en contact demandeurs d'emploi et entreprises ayant des postes à pourvoir.
- Développer les « cartes blanches » dans un lieu, en faisant appel au regard des habitants ou des utilisateurs du lieu dans le choix des sujets, en les encadrant avec notre regard journalistique.
- Jouer la transparence dans nos JT : notion de « boîte noire » de la fabrique de l'info, médiateur des JT, etc.

Convergence. Réflexion autour du média global, de la dynamique de renvoi entre télé et web, et vice-versa. Cela appelle la nécessité de prévisions communes, de conférences communes, de définition des angles de traitement des sujets et de qui fait quoi.

Selon la direction, les outils numériques permettent de prendre connaissance de l'info en temps réel tout au long de la journée ; le JT de 19h doit donc se démarquer en axant sur du décryptage et des choix éditoriaux.

Nouveaux outils. Les ateliers ont recensé les différents outils, leurs avantages et leurs inconvénients, ce que l'on souhaite en faire :

- L'écran tactile est paraît-il très demandé, car il apporte de nouveaux rythmes dans le journal. A condition qu'il ne fasse pas seulement figure de gadget, ce qui implique de la formation, selon la direction.
- La visio, le face to cam. Selon Christophe Poullain, ça permet d'aller chez les gens facilement. C'est un langage qui est très familier au public, en particulier les jeunes. Cela implique cependant un travail autour de la récupération des sources multiples en régie. Pour les membres de la commission, c'est surtout une alternative forcée au direct traditionnel avec une qualité d'image broadcast, faute de moyens.
- Les moyens de tournage légers (UTS, Mojo). Les participants aux ateliers jugent le Mojo « plus souple ». Christophe Poullain prend l'exemple de la journaliste de FTR, Isabelle Pham, qui fait 2 produits, l'un pour le web, l'autre pour l'antenne de franceinfo moyennant l'ajout de plateaux, avec le même tournage (sujets autour de la santé). Le drone apporte également une valeur ajoutée.

Construction du JT. L'idée repose sur le fait qu'à 19h, les gens sont déjà au courant de l'actualité et qu'il faut donc apporter une valeur ajoutée. Pour la direction, cela implique de « faire de vrais choix de rédaction » et « désactualiser l'information », à travers la multiplication des angles et des entrées sur une actu ou une info tiède ou froide (témoignages, décryptage, invités, duplex, mini-débat pour/contre, etc.). Dans le cas d'un info tiède ou froide, on peut anticiper le thème sur plusieurs jours, l'accompagner de papiers et de teasers sur le web. Pour la direction, il faut « événementialiser » le rendez-vous de 19h.

La réflexion tourne par ailleurs autour d'une séquence d'interactivité, où on donne la parole au public.

Enfin il y a au sein des ateliers, nous dit-on, un consensus autour de longs formats ou feuillets en fin de journal.



La direction compte solliciter les différentes rédactions à partir de la rentrée des vacances de Toussaint, afin de confronter ces cogitations aux idées du terrain. A la remarque des élus selon laquelle, il s'agit une fois de plus d'une consultation descendante, la direction assure que « le projet n'est pas figé » et qu'il est largement amendable.

Côté regard artistique, le réalisateur-conseil de FTV, David Montagne a participé aux ateliers. En ressortent quelques réflexions sur l'agencement des plateaux (« beaux mais froids et figés »), la place des synthés, la multiplication des mouvements sur le plateau, etc. A ce sujet, les élus rappellent que la mise en place de caméras tourelles pilotées a rendu plus difficiles un certain nombre de mouvements (et on ne parle pas du bannissement des micro-HF imposé par l'ancien directeur de l'exploitation du Réseau).

Remarques de la commission :

Les élus ont rappelé la nécessité d'associer largement les salariés, afin qu'ils se sentent partie prenante. La direction répond qu'il ne s'agit pas d'organiser des états-généraux.

Beaucoup des réflexions et conclusions des ateliers ne sont pas nouvelles : le côté institutionnel, donner la parole aux gens (il y a quelques années, c'était « les vrais gens »), définir des angles au sujet, les feuilletons en fin de journal). Globalement, les pistes évoquées pour le futur journal régional (différentes entrées sur une actu, décryptage, interactivité, feuilleton) ressemblent beaucoup à ce que fait déjà le 20h de France 2.

Il ne faut pas perdre de vue notre valeur ajoutée de professionnels de l'info et des programmes, sinon on se banalise et on perd notre raison d'être. Le côté « vox populi » peut conduire au pire (cf. réseaux sociaux, micros-trottoirs), notre regard éditorial est donc essentiel.

Les outils mis en avant par la direction, comme l'UTS peuvent offrir une grande qualité d'image. En revanche, au nom de la nécessité d'avoir des outils simples, utilisables par tous, les applications installées par FTV sur les smartphones dévolus à cet usage ne permettent pas de tirer tout le parti de ces outils.

Concernant les drones, les membres de la commission rappellent qu'on interdit actuellement l'internalisation et le développement des compétences sur cette activité à FTV, ce qui est inexplicable.

Avancée du projet dans les régions test de Nouvelle-Aquitaine et de Bretagne

En **Bretagne**, le projet est suspendu à l'arrivée de la nouvelle directrice, après une vacance du poste pendant 8 mois.

En **Nouvelle-Aquitaine**, Xavier Riboulet a présenté l'état du projet et des réflexions :



Initialement, il était prévu d'investir la tranche de l'après-midi, d'abord 14-15h, puis 15-16h. L'idée était d'adapter la formule de Vous êtes formidables et d'en transférer la primo-diffusion l'après-midi, avec rediffusion le lendemain à 9h, car l'émission fait un mauvais score d'audience le matin (seulement 1% de PDA). Mais en termes d'audience, la case de 14h fait actuellement 13% (« Rex, chien flic »). Pour la direction, c'est trop ambitieux à atteindre, quand on part de 1% le matin (bien que la tranche ne soit a priori pas comparable).

Finalement, le choix retenu serait donc d'accroître les prises d'antennes le samedi après-midi entre 15 et 17h (un créneau potentiellement utilisable pour des PAE), tout en renforçant les moyens sur le numérique, pour parvenir à 3 à 4 personnes par jour selon les antennes, avec un renforcement pendant les week-end et les vacances, selon Xavier Riboulet. En parallèle, la direction prévoit des rediffusions de programmes le mercredi en 2^e et 3^e partie de soirée, y compris des programmes fabriqués pour .3NoA dans les mêmes conditions que pour France 3. Il s'agit d'une dizaine d'émissions parmi lesquelles Disputandum (débat sur l'actu), Débat-doc, NoA sur mer, etc.

La direction affirme par ailleurs que le choix a été fait de ne pas tirer plus sur les salariés déjà largement sollicités par les antennes de France 3 et de .3NoA, alors que la région connaît un fort taux d'absentéisme. Il s'agit du contrecoup de l'investissement des salariés dans l'expérimentation de .3NoA.

Au détour de la présentation, les membres de la commission ont appris que la direction souhaitait pouvoir diffuser également les programmes de .3NoA circonscrits à l'expérimentation, c'est-à-dire filmés en UTS par des PTA qui tournent et montent (modules « Tous les chemins »). Le directeur de Nouvelle-Aquitaine répond que ces contenus ne seront pas diffusés dans les tranches d'info.

Il n'empêche, nous rappellerons que si la direction porte un tel projet, elle doit retourner devant les organisations syndicales afin de négocier l'élargissement du périmètre de diffusion à l'antenne de Nouvelle Aquitaine.

Numérique : état du projet

Les grandes orientations de la feuille de route ont été présentées lors de la 1^{ère} réunion de la CASAR.

Selon Frédérique-Marie, le projet a été présenté à l'encadrement éditorial, numérique et communication en région. Il est décliné en chantiers, pilotés ou co-pilotés par des cadres éditoriaux :

#onvoursrépond et #vousêtesformidables. 1^{re} étape, un bouton #onvoursrépond est apparu sur la tête des sites régionaux. A ce stade, il renvoie à des réponses à des questions autour de la crise sanitaire. La plupart des posts datent un peu, c'est donc un peu en sommeil, d'un point de vue opérationnel. Selon Frédérique-Marie Lamouret, on est bloqués à ce stade par l'architecture technique de nos sites.



Présidentielle. C'est une nouveauté, les régions sont priées de s'y investir, puisqu'il s'agit d'une injonction du patron des antennes et des programmes, Stéphane Sitbon-Gomez. L'idée est de s'orienter vers la conversation avec les citoyens et les citoyennes, de faire du décryptage et des contenus « à hauteur d'hommes », c'est-à-dire les thématiques de la présidentielle par les yeux des gens. Le concept reste assez obscur à ce stade, nous semble-t-il.

Modélisation. Un travail est en cours pour évaluer les objectifs qualitatifs et quantitatifs de l'offre numérique pour qu'elle soit performante. L'objectif quantitatif estimé est de 240 à 250 posts par jour sur le réseau, soit une dizaine de posts par antenne.

Convergence et nouveaux formats dans les JT. On retrouve notre écran tactile, l'utilisation de data, l'enrichissement. PACA travaille en avance de phase sur les chroniques plateaux, avec la constitution de tutoriels et de chartes.

Bassins de vie. On en est au stade de la définition de ces mailles géographiques. Quartiers ? Ville ? L'idée est que ces bassins doivent être adaptés aux besoins des utilisateurs et à notre capacité en face à fournir du contenu pour les faire vivre. Dans un 1^{er} temps, un travail ergonomique est mené pour améliorer la fluidité de la navigation par ville sur les sites.

Vidéo. Jusqu'ici, nous dit-on, les vidéos présentes sur le site sont celles diffusées sur l'antenne linéaire. On commence à exposer du « hors-antenne » sur la plateforme France.tv qui n'incluait pas jusque-là cette fonctionnalité ; c'est le cas du « match des héros » au Stade Vélodrome. Nous n'avons pas bien compris ce qu'il y avait de nouveau par rapport à des diffusions web-only en streaming.

Visibilité des contenus. Le chantier mené dans le Grand-Est consiste à identifier les sources de dysfonctionnement dans la mise en ligne des programmes et à établir un processus de fonctionnement duplicable dans les autres régions.

Identité visuelle. Des 1ères évolutions visuelles vont apparaître d'ici la fin de l'année dans la présentation des pages d'articles.

Par ailleurs, un plan de formation au numérique destiné à améliorer la qualité des articles et mieux maîtriser les usages est en cours d'élaboration à destination d'environ 1500 personnes, selon Frédérique-Marie Lamouret. Par ailleurs, deux séquences de formations « enrichissement et datavisualisation » en vue des élections et répondant à la demande d'autres contributeurs comme les documentalistes sont en cours d'élaboration.

Cahier des charges captations sportives

Fabrice Goll, le directeur du sport régional, a présenté ce que la direction qualifie de préconisations pour les captations sportives. Il s'agit d'une sorte de vademecum succinct à destination des antennes n'ayant pas l'expérience des captations sportives, leur permettant de jauger le dispositif minimum (nombre et type de caméras, leur positionnement par rapport au terrain) pour filmer les matchs de basket, hand, volley, rugby, hockey sur glace et tennis. Ces fiches ont été réalisées, nous dit-on, à la demande des régions.



Il manque cependant à ce descriptif la configuration des régies associées. La direction répond que cela peut aller d'une régie fly au D4 de la Fabrique, en fonction des moyens disponibles, ce qui engendre des conditions de travail disparates.

Selon les disciplines, la préconisation varie de 4 à 6 caméras + d'éventuelles paluches.

France 3 travaille sur certaines captations avec Bein Sport, Eurosport ou Sports en France, afin, nous dit Fabrice Goll, de partager les coûts.

Concernant les LSM, qui servent à faire les ralentis, France 3 a recours, soit à du matériel de la Fabrique, soit à de la location.

Identifiant régionalisé

Il s'agit du logo spécifique à chaque région, présent désormais à l'antenne tout au long de la journée, sauf pendant la pub, la météo et les JT régionaux (car, avec les bandeaux du journal, cela entraîne une superposition d'éléments visuels à l'antenne).

Il y a 13 logos, un par région administrative.

Le déploiement s'est étalé depuis fin août et est désormais terminé. Il a nécessité une intervention physique d'un technicien du siège sur chacun des 40 « splicers », les départs vers les émetteurs. Cette mise à jour logicielle permet désormais au CDE (le centre de diffusion et d'échanges, autrement dit la régie de diff située au siège) de déclencher à distance, par l'envoi de codes, l'affichage de ces logos sur les 13 antennes.

Le secrétaire de la CASAR
Jean-Hervé Guilcher
26 octobre 2021



CSE réseau des 26 et 27 octobre 2021

Compte-rendu de la commission économie et structures du 22 octobre 2021

Présents pour les élus : Jean-Manuel Bertrand, Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Patricia Jomain, Christophe Porro

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Samuel Bignon (DRH, président de la commission), Nathalie Dené (DRH du développement managérial réseau)

Point 1 : la situation budgétaire au 30 juin 2021

Contexte

Le début d'année 2021 fut moins perturbé que le 1^{er} semestre de l'an dernier, mais il a lui aussi été bouleversé par la crise sanitaire, à cause notamment du 3^{ème} confinement (six semaines du 3 avril au 18 mai). La réduction d'activité est réelle, mais nettement moindre qu'en 2020. Les journaux régionaux ont été mutualisés de 23 à 10 éditions, les 18h30 suspendus, mais les locales ont perduré, comme certains tournages des antennes.

2021 restera donc aussi une année inédite.

La situation au 30 juin présente **une économie de charges de 15,2 M€**. Avec 207,7 M€ pour une prévision de 222,9 M€ (-6,8%). Cet écart est dû, un peu, à une baisse de la masse salariale (-1,6 M€), et à un très gros retard sur le recours aux moyens de la Fabrique et aux achats de programmes. Pour rappel, la Fabrique est détachée de ce budget. Le réseau la rémunère en prestations internes pour les prestations qu'elle fournit.

En ETP, on atteint **2 864,3 ETP** au 30 juin, en retrait de **19 ETP** par rapport à la prévision. C'est nettement moins qu'au 1^{er} semestre 2020 où on avait atteint une économie de **137,5 ETP** en six mois.



Les recettes publicitaires du réseau ont fortement baissé avec un déficit de 2 M€ sur la période. Mais les parrainages rattrapent un peu ce trou d'air avec une surperformance de 0,9 M€.

Et les investissements sur les régies MOSAR sont très largement en retard de 3,6 M€.

Le détail par région au 30 juin 2021 donne :

Région	Prévisionnel juin 2021 (M€)	Réel juin 2021 (M€)	variation (%)
Auvergne Rhône-Alpes	24	22,5	- 6,4 %
Bourgogne Franche-Comté	15,2	14,4	- 5,1 %
Bretagne	13	12,2	- 6,7 %
Centre Val-de-Loire	9,3	8,4	- 9,3 %
Grand-Est	26,6	25,4	- 4,5 %
Hauts-de-France	17,2	16,5	- 4,5 %
Paris Ile-de-France	15,3	12,8	- 16,1 %
Normandie	16,1	15,4	- 10,1 %
Nouvelle-Aquitaine	31,2	29	- 7 %
Occitanie	21,7	21,3	- 1,9 %
Provence-Alpes Côte d'Azur	18,3	17,8	- 2,8 %
Pays de la Loire	9,7	8,8	- 9,5 %
Siège	5,3	4,2	- 20,9 %

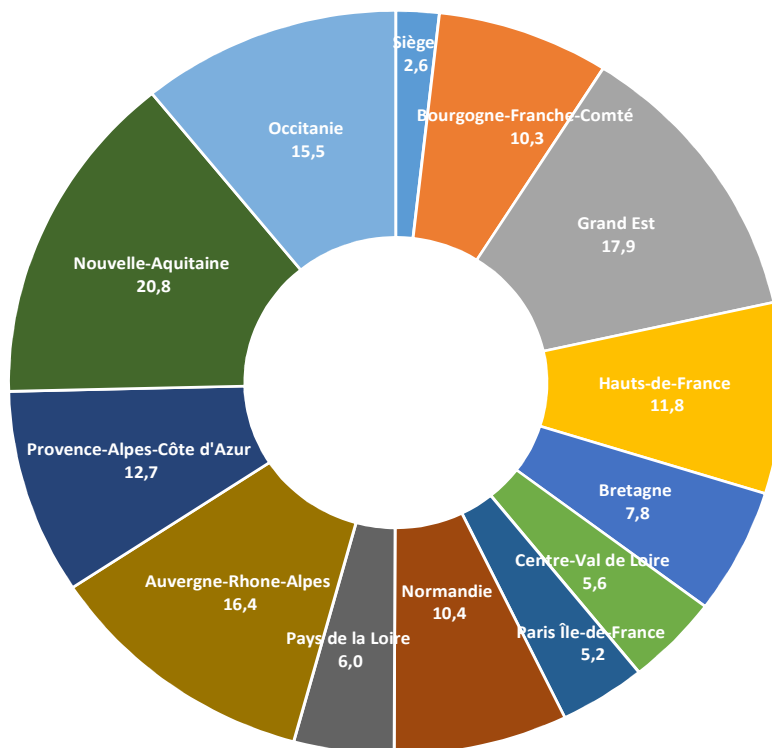
Rappel de l'affectation des ETP pour 2021 :

Région	ETP prévus 2021	ETP réels 2019
Auvergne Rhône-Alpes	333,9	343,4
Bourgogne Franche-Comté	218,5	224,1
Bretagne	150,2	157,6
Centre-Val de Loire	117,7	117,4
Grand-Est	380,6	397,1
Hauts-de-France	248	260,2
Paris Ile-de-France	94,3	161,9
Normandie	212	210,6
Nouvelle-Aquitaine	424,9	433,7
Occitanie	301,6	314,2
Provence-Alpes Côte d'Azur	254,1	264,2
Pays de la Loire	119,9	119,2
Siège	29,6	44,7
TOTAL réseau F3	2885,3	3048,3



Les Dépenses

La masse salariale réelle au 30 juin



Il y a donc au 30 juin **une économie de 1,6 M€ (-1,1%)** sur la masse salariale. En ETP, cela fait 19 ETP en moins. Il est donc difficile d'évaluer l'impact et les réels besoins du 18h30 et de certaines nouvelles tranches.

Cette économie apparaît faible par rapport aux contraintes du PCA (Plan de continuation de l'activité). D'autant plus qu'il y a eu peu de paiement d'heures supplémentaires sur la période. Et que le budget prévoyait plus de charges patronales.

La plupart des régions est en dessous des prévisions. La plus forte économie revient à Pays de la Loire avec un retard de 4,2%. Un comble quand on sait que c'est une des deux régions les plus pauvres, où les besoins en ETP sont criants. Cette région, qui a eu tant de mal à dégager des moyens pour le 18h30, n'a pas dépensé tout ce qui lui était permis au 1^{er} semestre. La direction a du mal à fournir une explication car sa situation est " *très tendue au niveau ETP* ". La variation de congés est également évoquée.

D'autres régions comme la Bretagne, IdF et l'Occitanie ou PACA sont en débord de masse salariale, et parfois d'ETP sur le 1^{er} semestre. Malgré la baisse d'activités.



L'Occitanie (+0,9%) est même en alerte selon le directeur financier. Etonnant quand on sait que des journaux mutualisés ont été mis en place chaque week-end pour faire des économies. Occitanie avait perdu 13 ETP sur les prévisions 2021 par rapport au réel 2019. Une restriction apparemment trop violente. La direction évoque également des requalifications pour expliquer la situation.

La Bretagne (+0,4%) a mis deux ETP supplémentaires sur le 18h30 en début d'année. Ça se voit. Elle est sensée lisser cette bosse pour arriver à l'équilibre en fin d'année.

PACA (+1,8%) est en hausse à cause d'une forte provision sur congés car ils n'ont pas été pris suffisamment. Ça devrait se rééquilibrer en fin d'année. Ça n'a pas de conséquences sur les ETP.

A Paris IdF (+1,7%), les formations et la mise en place du NRCS avec le NewsBoard et OpenMedia, aurait dû se faire avant 2021, mais ça tombe cette année, d'où ce dépassement.

La situation se normalise un peu partout sur le 2nd semestre. Les retards devraient se normaliser en fin d'année. Il n'y a pas de consignes de la direction pour conserver les économies en fin d'année. Ce qui n'a pas pu être fait au 1^{er} semestre sera fait dans la mesure du possible au 2nd. Sauf ce qui est lié à l'évènementiel qui est une perte sèche. Le salon de l'agriculture est l'exemple le plus frappant à ce niveau. Son annulation a touché toutes les régions car c'est un évènement mobilisateur en moyen internes, et en prestations.

Dépenses hors personnel

Ces dépenses s'élèvent à 64,7 M€, en économie de 13,7 M€ (-17,4%). Etonnamment, et contrairement au résultat de la masse salariale, cette économie est plus forte qu'au 1^{er} semestre 2020. Des régions sont largement au-dessus de la moyenne comme la Normandie (- 25,7%), Paris IdF (- 24,9%), et Centre VdL (- 2,4%). Et le siège culmine à - 41,7%.

La baisse du recours à la Fabrique est une des causes de ce retard. De nombreuses émissions n'ont pas été faites à cause du confinement, et plus largement à cause de la crise sanitaire qui a ralenti l'activité culturelle et événementielle dans le pays au 1^{er} semestre. Ces retards touchent la vidéo mobile, la production et la post-production. Et également les tournages en équipes légères. La direction redit qu'il n'est pas question de ne pas consommer ce qui était prévu pour rattraper le retard sur le reste de l'année. *"On consommera tout ce qu'on pourra"* a précisé le directeur financier. Mais si toutes les salles de montage sont occupées au 2nd semestre, impossible de rattraper les retards du 1^{er}.

Les achats de programmes et les prestations techniques externes sont en forte baisse (- 4,5 M€). Des émissions ne se sont pas faites à cause du port des masques pour les participants. Il n'aurait pas été possible de les réexposer une fois la crise passée. Et



des programmes qui étaient prévus avec des moyens privés ne se sont pas faits pour les mêmes raisons de ralentissements dans le pays.

Conséquences de la baisse d'activité des programmes, la CAR (coordination des antennes régionales) a peu dépensé son fond d'investissement qui sert à financer des pilotes, à accompagner des projets exceptionnels. Là aussi on espère que cette réserve sera pleinement utilisée au 2nd semestre. Mais on peut en douter. La couverture de la Transat Jacques Vabre en Normandie a rarement été aussi faible, alors que c'est le plus gros plateau de bateaux jamais vu... Et les moyens pour assurer les retransmissions sportives du dimanche sont souvent sous-dimensionner selon les équipes qui travaillent dessus.

Mis à part les impôts, taxes et amortissements qui ne dépendent pas de l'activité, tous les autres postes de dépenses sont logiquement en retard.

Les frais de missions et de transport sont toujours en chute libre au 1^{er} semestre. 3,3 M€ dépensés sur les 4,4 prévus. La baisse des tournages, des formations et le développement du télétravail et des visios expliquent cette situation. Idem pour les locations de véhicules.

Les services de communication ont peu entamé leurs budgets, moins de la moitié de ce qui était prévu, à cause de l'arrêt de l'évènementiel.

Le financement des documentaires est pratiquement au niveau prévu avec 4,34 M€ engagés sur les 8,95 prévus sur l'année. Certaines régions sont curieusement plus en retard, mais rien d'alarmant pour la direction qui évoque des raisons d'écriture, et pas de non-engagement. La situation devrait se réguler et en fin d'année, avec un respect de notre obligation dans la création documentaire.

Coté investissement, on est très loin des prévisions. **Seulement 23% du montant prévu pour 2021 a été engagé.** 3,9 M€ sur 17 M€.

Pour l'immobilier, tout est arrêté à Rennes pour l'accueil de Radio-France en attendant une validation par leur conseil d'administration. Ce sera reporté sur 2022.

Désormais, pour un déménagement, la possibilité de partager les locaux avec nos collègues de la radio publique est étudiée systématiquement.

La rénovation d'Amiens a pris du retard à cause de la crise sanitaire. Mais la fin du déménagement de Poitiers et celui de Perpignan se sont fait comme prévu.

En investissements techniques, le NRCS est en retard, pas forcément à cause du Covid, mais plutôt pour des raisons techniques.

L'investissement sur les régies MOSAR est encore très en retard sur les prévisions. 1,4 M€ sur 5 M€ prévus sur l'année. La direction n'identifie pas forcément la cause dans l'arrêt de l'expérimentation de Rouen. Et elle précise que les travaux et l'installation prévue à Strasbourg n'apparaissent pas dans le budget 2021.

Depuis l'été dernier, les investissements ont repris leur rythme prévu. Mais difficile de dire si tout sera au niveau en fin d'année.



Les Recettes

Publicité et parrainage

Sans surprise, la publicité est en baisse par rapport aux prévisions, à cause de la baisse générale de l'activité dans le pays au 1^{er} semestre. Mais avec **2 M€ de retard sur les 6,5 M€ prévus**, la chute est énorme. L'écran de 20h15 est moins rémunérateur que prévu. Dommage car c'est le seul sur FTV après 20h. Cet écran était auparavant encadré par *Tout le Sport* juste avant, et *Plus Belle La Vie* juste après. Aujourd'hui, il arrive avant PBLV et après un programme peu identifié, et moins porteur (Saveurs de saison).

La situation s'améliore nettement depuis juin avec un mois de septembre au-delà des prévisions. On verra en fin d'année si ce coup de mieux permettra au résultat de la pub d'atteindre l'objectif 2021 de 12 M€. Ce sera difficile.

Heureusement, les parrainages sont en forme avec 850 000 € d'avance au 30 juin. C'est essentiellement sur les bulletins météo. Certains ont même deux sponsors !

Les recettes affectées qui ne sont pas des rentrées de cash, mais des échanges avec des partenaires, sont au niveau prévu.

Pour rappel, le budget 2021 attend au total 15 M€ de rentrées publicitaires, après paiements des commissions de régie réglée à FTP.

Et pour info, les écrans publicitaires qui inondent les sites web et les replays ne sont pas affectés au réseau.

Les COM régionaux

Il n'y a plus que trois régions qui ont un contrat d'objectifs et de moyens. Bretagne, Centre Val-de-Loire et Nouvelle Aquitaine. Les trois régions sont en léger retard de paiement au 30 juin. C'est habituel.

Pays de la Loire a fini de payer en 2021 ce qu'elle devait en 2020, mais n'a pas signé de nouveau COM.

Parmi les autres régions, les discussions sont très variables. Mais aucune piste de nouvelle signature n'est clairement identifiée. Les discussions sont rompues avec Bourgogne Franche-Comté, et compliquées avec Occitanie. Certaines régions confondent COM et communication pure. Elles attendent que nos antennes fassent leur pub. Ce n'est pas la finalité d'un COM. Autant qu'elles passent par le parrainage.

La Normandie et PACA ont conclu des accords de financement ponctuel sur des événements précis que les régions voulaient soutenir. Le FENO et Med In Doc.

Des directeurs régionaux cherchent également d'autres formes de financement sur des productions précises avec les régions. Mais il faut le faire en respect des règles européennes, ce qui limite les possibilités.



En conclusion, ce point d'étape au 30 juin reflète une situation particulière, différente de l'an dernier, mais aussi différente que la normale. Il est difficile de tirer des enseignements de ces six mois pour l'avenir. Difficile d'estimer les conséquences de la mise en place du 18h30, et des autres nouveautés liées au balbutiement de la régionalisation, prévue à moyens constants.

Toutefois, on peut espérer que les économies effectuées sur ce 1^{er} semestre permettront de relâcher un peu la pression sur les salariés pour la fabrication des émissions d'info et d'antenne.

Ce 2nd semestre 2021 devrait être à peu près normal, une première depuis deux ans. On devrait donc avoir une idée plus précise des répercussions des restrictions budgétaires reconduites depuis des années sur notre activité normale.



Compte-rendu de la Commission Egalité Professionnelle du CSE réseau Diagnostic 2020

Présents :

Pour la commission : Myriam Figureau (Lyon), Sophie Goubil (Nantes) et Anne-Sophie Saboureau (Lyon)

Absents excusés : Bruno Espalieu, Annabelle Igier et Catherine Reggianini

Pour la direction : Samuel Bignon (DRH réseau), Nathalie Dené (développement managérial réseau) ; Véronique Filipovics, (responsable des études pour le réseau) ; Isabelle Ginet (RH technique et moyens de fabrication) ; Laetitia Naciri (Ressources humaines et organisation)

Peu de commentaires introductifs de la part de la direction tant il est vrai que l'étude de ce diagnostic arrive bien tard dans l'année et surtout après six mois de négociation d'un nouvel accord, qui s'applique depuis le 1^{er} juillet 2021 et qui prévoit notamment une enveloppe de rattrapage des disparités salariales. 89 femmes dans le réseau ont reçu en septembre ce rattrapage (28 chez les PTA et 61 chez les journalistes) qui devrait produire son effet dans les bilans dès l'an prochain.

Les membres de la commission regrettent à cet effet que des personnes ressources qui ont participé à cette importante négociation n'aient pas pu se joindre à la délégation de la direction. Cela aurait constitué un éclairage intéressant pour ce dernier diagnostic annuel de l'accord 2017/20 prorogé jusqu'à fin juin.

Néanmoins les membres de la commission ont partagé avec la direction deux remarques principales : une stabilité dans les chiffres, comparé à 2019 et un « effet Covid », mais qui dans la plupart des cas, n'a pas été en défaveur des femmes. Enfin il faut aussi lire les pourcentages en tenant compte de la structure de l'emploi : l'effet RCC est bien là.

Sur les effectifs

La part des femmes s'élève à **44,1%** en 2020 contre 43% en 2019 dans le réseau, un peu en dessous du chiffre FTV : 45,7% et de celui du siège 49,3%. Des chiffres d'effectifs globalement en baisse mais surtout chez les hommes : 109 Hommes de moins contre 29 Femmes



Dans le détail : le pourcentage de F journalistes a augmenté de 2%. Celui des techniciens maîtrise et supérieurs de 2,6%. Celui des cadres supérieurs à la technique de 0,9% (même s'il y a 3 F de moins !). En revanche les cadres PTA sont en baisse de 0,4%.
A la Fabrique, les F représentent 30% de l'effectif comme en 2019.

Pour les non permanents

Le pourcentage global de F 49,5% pourrait nous réjouir mais le nombre d'ETP s'effondre en particulier chez les journalistes passant au total de 114 en 2019 à un peu moins de 28 en 2020, assez équitablement partagés entre F et H. L'effet JT partagés a bel et bien fait gagner des ETP au réseau en 2020 !

Dans le détail, on note une stabilité dans les pourcentages (même si les effectifs réels ont beaucoup baissé).

Deux exemples pour **les PTA** :

-dans le groupe Production Fabrication Technique, la part des femmes s'élève toujours à 33%. En revanche ce pourcentage monte à 81% pour la famille programmes et 88% pour la gestion d'entreprise. La direction du réseau reconnaît qu'il est toujours aussi difficile d'inverser la tendance dans un sens pour les unes ou dans l'autre pour les autres. Les partenariats avec les écoles augmentent mais elles ne font pas toutes de l'alternance. Et puis il faut aussi tenir compte des demandes en internes : par exemple dans le groupe Marketing très largement féminin, lorsque des postes sont vacants, ils sont souvent demandés par des salariées permanentes de la gestion d'entreprise, famille elle-même très largement occupée par des femmes.

C'est un peu plus simple pour **les journalistes** : les partenariats avec les écoles professionnelles reconnues entraînent un recours accru à l'alternance. Le processus est désormais bien rodé et augmente la diversité tant au niveau du genre qu'en faveur des boursiers.

En 2020, le pourcentage de femmes chez les journalistes a augmenté de 2% passant de 39,3% à 41,3%. Pas de quoi se pâmer néanmoins puisque cela correspond à 6F de plus contre 54H de moins !

A noter, une hausse du nombre des rédactrices en chef adjointes : +5 contre une baisse des H : -54.

La commission s'interroge sur l'état chiffré du vivier d'encadrement journalistes : en juin dernier il était constitué de 25 journalistes, dont 11 F et 14 H. (Corse comprise). Depuis 2018, 16 femmes et 13 hommes issus de ce vivier ont été nommé(e)s à des postes d'encadrement. En revanche la filière édition en région est loin d'être florissante, aussi bien chez les responsables d'édition que chez les cheffes d'édition. La direction n'a pas d'explication à ce phénomène.

Pyramide des âges

Peu de commentaires à faire sur cet indicateur, dont les chiffres sont toujours très stables. Pour le rajeunissement et la féminisation de l'effectif, la direction note désormais que 2 tiers des embauches de CDD en CDI concerne des CDD historiques et un tiers des alternants.



Les embauches

Stabilité des chiffres d'une année à l'autre : notamment chez les PTA. Pour les journalistes on constate une petite hausse, à équité parfaite entre les F et les H (20 et 20), moindre comparée aux chiffres de 2018. Faut-il y voir un effet de la RCC ? Oui répond la direction qui précise également qu'elle "revalorise la mobilité."

En 2020, on a comptabilisé 37 départs de femmes dans la Rupture Conventionnelle Collective (7 journalistes et 30 PTA) contre 56 hommes (26 journalistes et 30 PTA).

Les revalorisations de salaires

La direction rappelle d'emblée que l'objectif est une meilleure répartition de ces mesures et que "on tend à cet objectif". Effectivement la négociation et la signature du nouvel accord au 1er juillet 2021 prévoit une enveloppe de rattrapage, calculée sur des critères plus fins que les précédentes : 89 femmes ont donc été revalorisées sur la paye de septembre. L'examen du diagnostic l'an prochain sera très certainement différent.

Quelques remarques néanmoins.

Chez les journalistes, on note que globalement il y a eu beaucoup moins de fonctionnelles : 74 au lieu de 110 dont un peu plus pour les H =41 que pour les F= 33. A noter une belle progression de ces revalorisations pour les rédactrices en chef adjointes : le pourcentage passe de 20 à 32%

Les rémunérations

Chez les PTA, peu de changements sur la totalité : toujours environ 1000 euros de différence et -2% en défaveur des femmes.

Dans le détail, une belle amélioration dans le groupe 8 _5,6% au lieu des - 7,2% constatés en 2019 avec une ancienneté et un âge différents. Dans le groupe 7, (98 personnes) : l'écart s'est resserré pour se situer à 0,3% au lieu de 1,1%.

Pour les emplois artistiques, les disparités constatées entre F et H s'expliquent par les métiers très différents regroupés dans cette famille.

Chez les journalistes, la commission note des avancées certaines :

- Chez les rédacteurs 7,4% en faveur des F (3% en 19)
- Chez les JRI : -5,6% au lieu de -9,2%
- Chez les JS : -2,5% au lieu -3,1%

Dans l'encadrement les différences de salaires se resserrent pour les adjoints et on note une progression pour les rédactrices en chef, moins nombreuses et avec moins d'ancienneté : la différence avec leurs homologues masculins n'est plus que de 8,2%.

A noter : des modes de calcul différents sont utilisés désormais, notamment depuis 2018, pour les salaires à l'embauche. Comme constaté pendant la négociation du nouvel accord, une partie des disparités en défaveur des femmes trouvait sa source là et restaient souvent irrattrapables.



Sur la formation

Le Covid a bien évidemment eu des conséquences sur le volume de salariés formés comme sur celui des heures de stage mais dans des proportions moindres que celles auxquelles on pouvait s'attendre.

Le nombre de formations à distance en classes virtuelles ou en e-learning a augmenté.

Pour la Fabrique, on dénombre 55 femmes ayant suivi une formation (contre 97 hommes). Un chiffre en augmentation et qui dépasse leur pourcentage dans les effectifs. La direction qui suit les salariées de la Fabrique en région veut néanmoins rester vigilante car les femmes y font des formations moins longues.

Sur l'alternance, le nombre de F augmente : 32 F contre 28 en 2019.

Un système qui fonctionne beaucoup mieux pour les journalistes que pour les techniciens : pas assez de partenariats avec des écoles, un choix plus réduit d'établissements et parfois un tutorat plus compliqué à exercer dans les différents métiers de techniciens, moins nombreux pour entourer ces jeunes.

La Santé au travail

Là aussi l'effet de la crise sanitaire et de ses conséquences est bien visible.

D'un côté, nettement moins d'accidents du travail : 18 en 2020 contre 92 en 2019.

En revanche, grosse augmentation des jours d'absences : 75290 jours en 2020 contre 65765 en 2019. C'est surtout le cas pour les journalistes avec quasiment 7000 jours de plus. (4811 jours pour les F). Précision : les journées "garde d'enfants" figurent dans ce bilan

Le pourcentage de jours utilisés pour le congé paternité est stable sur les 3 années écoulées. Un indice qu'il sera intéressant de suivre sur les prochains diagnostics puisque le congé paternité est passé à 90 jours, dans le nouvel accord, fractionnable qui plus est. Un gros plus pour les Papas mais aussi pour les Mamans !

En conclusion

Beaucoup de similitudes dans ce diagnostic 2020 avec celui de l'année précédente, avec des objectifs de l'ancien accord non atteints :

-La part des femmes PTA à 46,5% (objectif 47%)

-La part des F cadres supérieurs PTA (objectif de 45% =36,4%)

En revanche il y a du mieux chez les journalistes puisque les objectifs de l'accord 2017/20 sont atteints voire dépassés notamment pour l'encadrement.

L'an dernier, la commission avait demandé qu'une enveloppe de rattrapage des disparités en faveur des femmes soit décidée. C'est désormais chose faite ! Cela n'apparaît pas dans ce bilan encore mais à sa lecture, on en conclue encore une fois à sa nécessité.

Au final, dans cette 2020 si particulière, finalement la place des femmes dans le réseau n'a pas trop pâti et a continué à s'améliorer. On attend quand même avec impatience les résultats du gros travail entrepris entre les partenaires sociaux et qui a abouti à la signature de l'accord 2021.



Avis du CSE sur la relocalisation du BIP de Cergy

Les élus du CSE ont pris connaissance du projet de relocalisation du bureau d'information de proximité de Cergy.

Ils partagent le constat selon lequel il y a nécessité et urgence à fournir à l'équipe de journalistes du BIP un local de travail sécurisé et fonctionnel.

Les élus ont pris acte des retours positifs des salariées qui ont été associées au projet et dont les remarques ont été prises en compte.

Ils ont également pris acte de l'engagement de la direction d'assurer en deux temps d'abord le déménagement avec les outils actuels, puis la migration vers les nouveaux outils et workflow en usage au siège.

Ils insistent sur la nécessité d'assurer un accompagnement de haut niveau des salariées lors de cette migration et d'associer par ailleurs les représentants de proximité à toutes les étapes de la conduite du projet.

A ces conditions, ils donnent un avis positif au projet de relocalisation du bureau d'information de proximité de Cergy.

**Adopté à l'unanimité des 25 votants
CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Paris, le 27 octobre 2021